

CONSULTATION CITOYENNE DE LA CEA

# 92,4 % pour la sortie du Grand Est, et maintenant ?

**Sans surprise, une écrasante majorité des participants à la consultation citoyenne organisée par la CEA souhaitent voir l'Alsace redevenir une région à part entière, hors du Grand Est. Un résultat dépourvu de force légale, dont rien n'assure qu'il aura des suites politiques concrètes.**

« Journée historique », « succès populaire », « grande avancée démocratique »... Ce lundi matin, quelques mots de Frédéric Bierry ont suffi pour faire jaillir les superlatifs laudateurs au sein de la petite assistance réunie dans l'ex-hôtel du département du Haut-Rhin, à Colmar. Quelques piques acerbes aussi, venues des élus locaux, mais le président de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) n'y prête pour l'heure aucune attention.

**« 92,4 %, c'est presque trop beau, ça risque de faire "bananier"... »**

Cerné d'objectifs, il affiche un sourire plus large que jamais – et pour cause. Il vient d'officialiser ce que chacun devinait déjà : la consultation citoyenne close mardi soir dernier a débouché sur un résultat dépourvu de la moindre ambiguïté.

À 92,4 %, les 153 844 participants dont les bulletins ont été reconnus valides ont répondu

« oui » à la question posée : oui, ils souhaitent que l'Alsace quitte le Grand Est « pour redevenir une région à part entière ». Fait notable, seuls 2,6 % des participants ont déclaré résider hors d'Alsace. « 92,4 % de "oui", c'est presque trop beau, ça risque de faire "bananier" », laisse échapper tout bas un élu de la majorité, l'air soudain ému.

**14 612 votes jugés irrecevables**  
Visage fermé au contraire, Alain Couchot (LR, Mulhouse-1), fidèle du Grand Est Jean Rottner (il en a été l'adjoint au maire et demeure celui de Michèle Lutz), ne décroche pas un mot, tandis que l'élu d'opposition Damien Frémont (EELV, Strasbourg-2) raille tout haut une « mascarade » dispenseuse (selon Lara Million, vice-présidente déléguée aux finances, la tenue de cette consultation citoyenne a coûté 232 000 euros à la CEA, « mais le budget communication de cette année restera inchangé par rapport à 2021 », NDLR).

Un peu plus tard dans la matinée, en cours de séance plénière, ce même Alain Couchot sera l'un des six élus de l'assemblée, le seul de la majorité, à choisir de s'abstenir plutôt que d'approuver un rapport prévoyant entre autres de « travailler à la mise en œuvre d'un retour à la région Alsace, en reconstruisant le/la président(e) de la République [c'est-à-dire celui



Tout souriant, Frédéric Bierry s'apprête à dévoiler le « résultat sans appel » de la consultation citoyenne. Photo L'Alsace/Hervé KIELWASSER

ou celle qui sera élu(e) en avril prochain, NDLR] et les groupes parlementaires». Pour l'heure, critiques et « coups » semblent glisser sur Frédéric Bierry, qui se borne à savourer. Non seulement la barre symbolique des 100 000 votants qu'il s'était fixée comme objectif fin décembre est enfoncée, mais il considère le score final comme « sans appel ». Qu'importe, dès lors, si la consultation a occasionné 14 612 votes jugés irrecevables

(des doublons pour l'essentiel, mais aussi le fait de plaisants ayant voté au nom de Marty McFly, Albert Schweitzer...) Qu'importe, encore, que plusieurs élus alsaciens, telle la socialiste strasbourgeoise Pernelle Richardot, fustigent presque en direct une initiative « surréaliste et irresponsable ». Et d'ajouter : « Plutôt que d'agir en complé- ce, Frédéric Bierry préfère souffler sur les braises identitaires alsaciennes ».

Qu'importe, enfin, si ce scrutin dénué de toute force légale peut fort bien rester sans lendemain... Le président de la CEA le sait pertinemment, l'enjeu politique demeure entier, tout comme le rapport de force avec le Grand Est de Jean Rottner (lire ci-dessous). Il peut en revanche tabler sur une avocate au sein même du gouvernement : Brigitte Klinkert, conseillère d'Alsace (LaRem, Colmar) et ministre déléguée, qui a encore redit ce lundi devant mi-

scros et caméras qu'elle se fera l'ardent relais de ce résultat, jusqu'au sommet de l'État.

**Deux principaux « scénarios » à l'étude**

En tout état de cause, Frédéric Bierry compte plus que jamais saisir l'opportunité de la campagne présidentielle pour ficher d'y imposer le « dossier alsacien ». Premier « scénario » envisagé (très peu plausible en l'état) : obtenir du Grand Est, à la faveur d'une sorte de paix des braves, qu'il délègue volontairement et rapidement ses compétences régionales à la CEA. Ou bien convaincre le ou la prochain(e) locataire de l'Élysée de rebattre les cartes du découpage territorial issu de la loi NOTRE de 2015 au cours du prochain quinquennat en passant de nouveau par la voie législative.

« L'Alsace veut redevenir une région à part entière, à encore martelé Frédéric Bierry ce lundi matin. L'Alsace VA redevenir une région à part entière. Ce succès populaire nous engage et nous oblige. Il oblige tous les élus locaux, la représentation nationale et les autres institutions, à répondre positivement aux Alsaciens. » L'avenir dira s'il s'agissait d'un vœu pieux ou d'une véritable prémonition politique.

Emmanuel DELAHAYE

Retrouvez les réactions aux résultats de la consultation sur dna.fr

## Richard Kleinschmager : « La démocratie n'y gagnera pas, le flou oui »

Le politologue alsacien Richard Kleinschmager analyse la démarche inédite de la CEA sur l'avenir de l'Alsace.



Richard Kleinschmager. Photo archives L'Alsace/Jean-Marc LOOIS

**Ce mode de consultation peut-il faire école ?**

La démocratie est un débat. Il a manqué pour la création du Grand Est comme pour cette consultation. La question posée par la consultation de la Collectivité européenne d'Alsace [« L'Alsace doit-elle sortir de la région Grand Est ? », NDLR] est une question unique, un référendum sans en être un puisqu'il n'en a pas les bases légales.

Nous sommes entrés dans l'esprit des réseaux sociaux, transférés dans la sphère politique. Nous ne connaissons pas non plus les détails de cette consultation, même si elle a été opérée par une institution démocratiquement élue. Je n'ai pas entendu parler explicitement de son coût, par exemple. On a l'impression d'une démarche volontariste avec un seul objectif : confirmer le choix conforme à l'opinion de la plupart des Alsaciens sur la grande région – opinion que nous connaissons déjà. Personnellement, je pense que nous enurons là dans une ère un peu populiste qui consiste à « squeezer » la représentation politique.

Frédéric Bierry, le président de la CEA, dit s'inspirer de l'esprit des votations suisses. Qu'en pensez-vous ?

Les votations suisses s'inscrivent dans une tradition fédérale de cantons multiséculaires.

Mais elles n'ont lieu qu'à partir du moment où un certain nombre d'électeurs signent la nécessité d'une votation ! Cette consultation de la CEA est d'autant plus étonnante qu'elle a lieu pratiquement dans la foulée des élections départementales. Je pensais que la nouvelle collectivité allait exercer ses nouvelles compétences (coopération transfrontalière, bilinguisme, écotaxe...). On a l'impression que, d'emblée, elles ne suffisent pas, puisque la CEA sollicite celles d'une région. Cela donne l'apparence d'une compétition entre deux hommes du même parti [Frédéric Bierry et Jean Rottner, le président de la Région Grand Est, tous les deux encartés chez Les Républicains].

Est-ce que cette consultation peut faire avancer le débat sur le redécoupage des grandes régions ?

L'Alsace a un caractère très particulier. C'est vrai que la création de la Région Grand Est a été un coup porté à l'Alsace. La façon de réunir des régions très différentes a été tellement jacobine ! Mais vu de Champagne et de Lorraine, il peut y avoir l'impression que les Alsaciens refusent la coopération et se replient sur eux-mêmes.

**La consultation de la CEA était ouverte en dehors des frontières de l'Alsace. Que vous inspire cet appel à un électoral sentimentale, hors du territoire concerné ?**

Un biais de ce type introduit beaucoup de trouble. Une des questions de base de la démocratie est : qui a le droit de voter ? Là, en introduisant une dimension totalement subjective, on ouvre la porte à toutes sortes de dérives possibles. La démocratie n'y gagnera pas, le flou oui. Cette consultation est un instrument de pression sur les candidats à la présidentielle. Il y a aujourd'hui une très forte attente sociale de la part de la CEA pour les personnes âgées, le handicap, la protection de l'enfance, le RSA... Son budget est de 2 milliards d'euros, contre 3,5 milliards pour la Région Grand Est dont les compétences sont réduites. On attend d'abord de la CEA qu'elle soit performante sur ses compétences. Une consultation doit être débattue par les élus concernés, à commencer par ceux de la CEA. Or, il n'y a pas eu de débat contradictoire.

Propos recueillis par Catherine PIETTRE

## Jean Rottner : « La modération s'impose »

Les chiffres proclamés ont suscité de nombreuses réactions, dont celle du président de la Région Grand Est qui a publié un communiqué au vitriol sur le résultat de la consultation de la CEA, lancée par son rival Frédéric Bierry.



Jean Rottner, président de la région Grand Est. Photo L'Alsace/Hervé KIELWASSER

**■ Jean Rottner : « La modération s'impose »**

La charge est violente. « 88 % de NON-participation », titre le communiqué de Jean Rottner sur la consultation de la CEA sur la sortie du Grand Est. « Pas une baguette de pain, ou un bar qui n'a pu échapper pendant deux mois à un traquage de la campagne de la CEA », ironise le président de la Région. Il sort sa calculatrice : avec 142 200 « oui » (92 % des votants), la participation ne représente pas le tiers de celle, déjà piteuse, du référendum de 2013 pour la fusion du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et du Conseil régional une Alsace unique. « La modération s'impose », conclut-il.

« Alors que nous sommes entrés dans le XXI<sup>e</sup> siècle avec une pandémie mondiale et que nos concitoyens attendent de nous des réponses concrètes [...], il est temps que la CEA honore les missions qui lui ont été confiées », ajoute-t-il, en référence aux nouvelles compétences du nouveau département alsacien. Et de glisser une pique sur les difficultés internes de la collectivité alsacienne fusionnée et les « souffrances » de ses 6 000 agents.

**■ « Une légitimité politique incontestable » pour User Land**

Le « oui » écrasant à la sortie de l'Alsace rejoint les régionalistes d'User Land, qui font des comptes diamétralement opposés. « La forte participation donne à cette consultation une légitimité politique incontestable », assène son président Jean-Georges Trouillet. La preuve : elle a rassemblé plus d'électeurs que les récentes primaires pour la présidentielle...

**■ Laurent Jacobelli (RN) : « Ce résultat doit servir d'électrochoc »**

Tout à droite de l'échiquier politique, Laurent Jacobelli, président du groupe RN au Conseil régional, se réjouit du « réel désir de retrouver l'Alsace » tout en taclant « une opération de communication ». « Ce résultat doit servir d'électrochoc » à « ceux qui ont trahi l'Alsace,

pour une grande Région technocratique et sans âme ». Il rappelle que Marine Le Pen s'est engagée à sortir l'Alsace du Grand Est.

**■ EELV : « Des attentes fortes sans aucune possibilité de les satisfaire »**

Europe Écologie Les Verts reconnaît « le désir d'Alsace » mais critique la méthode : « Nous regrettons les pressions exercées sur les agents de la collectivité à qui il a été demandé de jouer les VRP », pointent ses porte-parole dans un communiqué. Ils notent aussi « la débauche de communication » et le « coût » de la campagne pour le contribuable alsacien. Mêmes « sérieuses réserves » de la maire de Strasbourg Jeanne Bar-seghian sur le procédé, « qui suscite des attentes fortes sans aucune possibilité de les satisfaire ».

**■ Bruno Studer (LaRem) : « Nous avons donné des preuves d'amour »**

« J'aimerais bien savoir ce que pensent les Républicains de la CEA et du Grand Est », s'amuse le député marcheur du Bas-Rhin Bruno Studer, en clin d'œil à la couleur politique identique de Frédéric Bierry et Jean Rottner. Depuis la loi sur l'Alsace et l'extension des compétences de la CEA, « nous avons donné toutes les preuves d'amour possibles et imaginables de l'Alsace. Que la CEA commence déjà par exercer ses compétences... »

C.P.I.